

Trois nationalismes en Amérique latine

Par **CLAUDIO KATZ***

Les quatre gouvernements qui constituent actuellement l'axe des gouvernements radicaux (Venezuela, Bolivie, Nicaragua et Cuba) sont systématiquement harcelés par l'impérialisme nord-américain.

Vladimir Lénine distinguait trois types de nationalisme et postulait différentes stratégies socialistes face aux variantes réactionnaires, démocrates-bourgeoises et révolutionnaires de ce courant. Tout au long de sa trajectoire, il a donné la priorité à la bataille frontale contre le premier aspect, opposant les principes de solidarité de l'internationalisme à la rivalité entre puissances et à l'idéologie chauvine de supériorité nationale.

Le leader bolchevique a souligné que, dans ces cas-là, les tensions entre pays étaient utilisées par les classes dirigeantes pour préserver le capitalisme et renforcer l'exploitation des travailleurs. Il a indiqué que le nationalisme était exacerbé par les puissants pour masquer les antagonismes sociaux avec des contrepositions patriotiques trompeuses. Il a souligné que ce contrepoint soutenait la subordination des salariés à leurs patrons, bloquant la fraternité des opprimés avec leurs frères de classe d'autres pays.

Distinctions et attitudes

La remise en question marxiste du nationalisme est devenue centrale lorsque la Première Guerre mondiale a abouti à un massacre sans précédent. Lénine a dénoncé le fait que les drapeaux nationalistes arborés par les différents camps étaient le déguisement utilisé par les classes capitalistes pour établir leur suprématie sur le marché mondial (Lénine, 1915).

Le leader bolchevique a détaillé comment les riches ont dressé les peuples les uns contre les autres pour garantir la primauté dans les affaires, définissant qui empocherait la plus grande part du conflit. Le caractère réactionnaire de ce nationalisme a été déterminé par l'exaltation des mythes identitaires à des fins de guerre. Cette incitation visait à annuler le climat de concorde nécessaire aux améliorations sociales et au progrès culturel. Son objectif était de promouvoir l'expansionnisme impérial.

Cette modalité régressive du patriotisme a également été observée à la périphérie. En cela, elle a été un instrument des oligarchies dirigeantes contre les minorités étrangères internes et les habitants des pays voisins. Ils ont exacerbé les tensions frontalières pour renforcer la militarisation, afin de canaliser le mécontentement populaire vers des affrontements avec les voisins.

Vladimir Lénine opposait ces formes de nationalisme réactionnaire au centre et à la périphérie aux deux variétés progressistes de résistance apparues dans les pays dépendants. Le premier aspect était le nationalisme conservateur des bourgeoisies indigènes affectées par la domination (formelle ou réelle) des métropoles. Le deuxième était le nationalisme révolutionnaire promu par les courants radicaux du mouvement populaire.

La distinction entre ces deux secteurs a été intensément débattue au début des années 1920 lors des congrès de la Troisième Internationale, lorsque l'attente initiale d'une révolution socialiste diminuait en Europe et grandissait à l'Est. Sur la base de cette différenciation, Vladimir Lénine a développé une stratégie anti-impérialiste privilégiant le protagonisme populaire et la convergence des communistes avec le nationalisme révolutionnaire.

Le dirigeant soviétique considérait que cette différenciation des nationalismes devait être corroborée par la pratique. Des tendances conciliantes et combatives étaient évidentes dans la lutte et dans les positions de gauche. L'hostilité ou la convergence avec le socialisme étaient une indication de l'empreinte réelle de chaque nationalisme. Vladimir Lénine a souligné que la mise en œuvre de fronts anti-impérialistes nécessitait l'acceptation d'un militantisme communiste autonome (Ridell, 2018).

Ces hypothèses ont été laissées de côté dans la pratique. La convergence initiale en Indonésie s'est répétée en Chine, jusqu'à ce que le remplacement d'une direction réformatrice (Sut Yatsen) par une direction conservatrice (Chiang Kai shek) n'entraîne une persécution brutale de la gauche. Ce tournant illustre comment le nationalisme bourgeois peut devenir réactionnaire lorsqu'il voit le danger d'un débordement anticapitaliste de la part de ses alliés rouges.

Ces premières mutations au temps de Vladimir Lénine anticipaient des séquences très similaires tout au long du XXe siècle. Des épisodes de radicalisation et des approches socialistes du nationalisme ont coexisté avec des épisodes opposés. Le profil définitif de chaque nationalisme était largement défini par ces comportements. Il y a eu à la fois des cas de réaffirmation d'un nationalisme révolutionnaire, bourgeois ou réactionnaire et des exemples de mutations vers des variantes complémentaires.

Vladimir Lénine a fourni une première classification pour guider les alliances avec ces partenaires controversés. Loin d'établir un modèle fixe pour les fronts qu'il soutenait, il a mis l'accent sur cette dynamique changeante. Il a encouragé l'audace dans la conclusion d'accords et la prudence dans l'évaluation de sa trajectoire. Pour Vladimir Lénine, l'anti-impérialisme n'était pas une fin en soi, mais seulement un maillon de la lutte contre le capitalisme. Dans cette perspective, il a fourni un guide général pour caractériser le nationalisme.

Le côté réactionnaire

La classification de Vladimir Lénine a connu une validation importante en Amérique latine au cours du XXe siècle. Le nationalisme a défini son profil en relation étroite avec deux caractéristiques uniques de la région : la prédominance de l'impérialisme américain et le mélange d'autonomie politique et de dépendance économique.

La prééminence de la première puissance est devenue incontestable après le déplacement des rivaux européens et la consécration de la doctrine Monroe comme principe directeur de la région. Les États-Unis ont mené de nombreuses interventions dans les Caraïbes et en Amérique centrale et ont imposé leur domination économique sur le reste du continent.

Cette domination s'est réalisée sans altérer la souveraineté formelle acquise par les principaux pays au XIXe siècle. Ces réalisations distinguent la région de la plupart des pays d'Asie et d'Afrique, qui se sont émancipés tardivement du colonialisme. Cela la distinguait également des nations d'Europe de l'Est, qui ont forgé des États indépendants avec un grand retard historique. Mais cette indépendance latino-américaine ne s'est jamais traduite par une souveraineté effective et un développement économique endogène. L'asservissement financier, productif et commercial a prévalu, frustrant cette start-up.

Les oligarchies exportatrices commandaient un bloc de classes dirigeantes qui validaient le parrainage américain. Cette alliance a géré la structure autonome des États pour renforcer l'enrichissement d'une minorité aux dépens du reste de la société. Le nationalisme réactionnaire a consolidé cette iniquité. Elle

a accru sa présence à travers des guerres interrégionales et des campagnes chauvines contre les immigrants, les peuples indigènes et la population afro-américaine.

En Amérique latine, le nationalisme impérial qui prévalait dans les métropoles n'a jamais émergé. Mais il y a eu de nombreuses variantes oligarchiques dans les moments de conflit frontalier. Ce rayonnement réactionnaire s'est produit en Argentine et au Brésil lors de la guerre de la Triple Alliance contre le Paraguay (1864-1870), dans l'affrontement pacifique entre le Chili et la Bolivie-Pérou (1879-1884) ou encore dans l'effusion de sang du Chaco, qui opposa la Bolivie au Paraguay (1933-1935). La Grande-Bretagne et les États-Unis ont alimenté ces luttes internes pour leur propre bénéfice (Guerra Vilaboy, 2006 : 138-165).

Le nationalisme réactionnaire de la périphérie a adopté des modalités similaires à celles de ses homologues du centre. Elle poursuivait le même objectif : impliquer les masses dans des affrontements dépassant leurs intérêts. Cela a encouragé la recreation des vieux mythes de supériorité d'une nation sur une autre, que les classes dominantes utilisaient pour contenir le mécontentement populaire et coopter les nouveaux secteurs de la citoyenneté incorporés dans la vie politique (Anderson, P., 2002).

Ces similitudes n'ont pas modifié les différences entre le chauvinisme de la périphérie et ses homologues du centre. Seul le nationalisme impérial a entretenu la dispute sur les principaux marchés et établi la suprématie d'une puissance sur l'autre. Leurs pairs plus petits se battaient pour de petites parts et maintenaient une stricte subordination aux puissances dominantes.

Un scénario similaire s'est produit avec le fascisme au milieu du XXe siècle. Dans tous les pays d'Amérique latine, des tentatives ont émergé pour copier Hitler, Mussolini et Franco, avec un verbiage et des styles très similaires. Mais nulle part des guerres équivalentes aux guerres mondiales n'ont été consommées. A cette époque, les meurtres de masse au nom de la supériorité raciale et biologique ne prévalaient pas non plus.

Dans la région, il n'était pas question de récupérer les espaces géopolitiques conquis par les rivaux, ni d'esprit de vengeance ou de mobilisation du ressentiment d'une population désespérée. L'objectif fasciste consistant à contenir la menace d'une révolution socialiste est apparu en Amérique latine un peu plus tard, pendant la guerre froide. Les dictatures répressives se sont multipliées, mais avec des formats différents du modèle totalitaire du fascisme.

Les classes dirigeantes ont eu recours à de telles tyrannies pour faire face au défi populaire, plaçant les forces armées au centre de la gestion de l'État. De tels gouvernements ont facilité la contre-révolution, coexistant, dans certains cas, avec des déguisements de constitutionnalisme.

Le nationalisme militaire au cours de cette période a adopté un profil anticommuniste, suivant le scénario que les États-Unis ont exporté dans tout le bloc occidental. La soi-disant « défense de la patrie » n'était pas une conception locale enracinée dans une identité spécifique, mais une simple adaptation à l'apologie du capitalisme propagée par le Département d'État.

L'incohérence du patriotisme des dictatures latino-américaines a toujours été enracinée dans leur subordination éhontée aux États-Unis. Toute la rhétorique de l'exaltation de la nation se heurtait à cette soumission, et cette duplicité touchait aussi les fondements ecclésiastiques du nationalisme conservateur. Les dirigeants religieux ont combiné leurs messages traditionalistes avec une défense rudimentaire des valeurs occidentales.

La variante bourgeoise

Le deuxième aspect du nationalisme démocratique bourgeois évalué par Vladimir Lénine a eu une incidence plus significative en Amérique latine. Il est apparu comme une variante typique des capitalistes locaux visant à promouvoir l'industrialisation, en tension avec les oligarchies agro-minières orientées vers l'exportation.

Cette bourgeoisie nationale aspirait à écarter du pouvoir ses opposants issus des grandes banques et des entreprises étrangères et tentait de s'accaparer les ressources traditionnellement monopolisées par ces segments. Il a eu recours à divers mécanismes d'intervention de l'État pour canaliser les revenus générés dans les secteurs primaires vers des investissements productifs.

Ce projet a pris racine dans la seconde moitié du XXe siècle et a eu une présence marquée dans les grands pays. Dans le reste de la région, elle est apparue dans des secteurs spécifiques, sans parvenir à des processus d'industrialisation efficaces. Dans la plupart des cas, il a eu recours à l'intermédiation de militaires ou de bureaucrates, sans grand rapport avec le système constitutionnel. Le nationalisme s'est développé selon ces profils.

Ses théoriciens exaltaient la nation comme sphère naturelle d'articulation de la population. Ils ont promu les principes d'unité, pour mettre en valeur l'appartenance commune des citoyens à un territoire, une langue et une tradition partagés. Avec cette idéologie, ils ont exposé les intérêts spécifiques des classes capitalistes locales comme étant l'intérêt général de l'ensemble de la population.

Cette approche leur a permis de présenter les politiques économiques industrialistes de l'époque comme une conquête générale de la communauté, en masquant qu'elles perpétuaient l'exploitation et favorisaient le pouvoir de nouvelles élites modernisatrices. Ils ont mis en avant la priorité des valeurs de la nation sur la lutte sociale, afin de consolider leur contrôle sur l'État et d'encourager l'obéissance ou l'adhésion des opprimés.

Les deux principaux représentants de cet aspect étaient le péronisme, en Argentine, et le vargasisme, au Brésil. Dans le premier cas, elle a introduit de grandes avancées sociales, soutenues par les syndicats et la mobilisation populaire, dans un contexte de tensions marquées avec les États-Unis.

En raison de l'intensité des conflits sociaux, internes et géopolitiques, l'élite industrielle elle-même – ainsi que la majorité de l'armée et de l'Église – s'est retrouvée du côté opposé à ce projet. Dans les moments décisifs du conflit, la direction péroniste a évité la confrontation, marginalisé son aile jacobine et s'est réconciliée avec le pouvoir. *statu quo*. Tous les diagnostics généraux de Vladimir Lénine sur le nationalisme démocratique bourgeois étaient corroborés par le péronisme.

Au Brésil, Getúlio Vargas a fait ses débuts avec un profil plus conservateur, avec un plus grand engagement envers l'oligarchie et un fort alignement avec les États-Unis. Mais en même temps, elle a favorisé un démarrage soutenu de l'industrialisation, encouragé par les capitalistes locaux. Lorsqu'il esquisse une certaine défense des travailleurs et une approche du modèle de Perón, les groupes dominants l'obligent à se déplacer. Ici aussi, les allées et venues prédites par Lénine se confirmèrent.

Le courant révolutionnaire

Le nationalisme révolutionnaire a connu un énorme développement en Amérique latine et a confirmé le rapport au socialisme que le leader bolchevique avait pressenti. Elle a promu des actions anti-

impérialistes dans diverses circonstances du XXe siècle, avec de nombreux actes de résistance à la spoliation perpétrée par l'opresseur impérial (Vitale, 1992 : ch. 6, 10).

Ce courant partageait l'opposition aux régimes oligarchiques avec le nationalisme bourgeois, mais encourageait le protagonisme populaire. Il adopte un caractère jacobin et, contrairement à ses homologues nationalistes conventionnels, soutient la jonction des luttes nationales et sociales. Dans certains pays, il constituait une force autonome et dans d'autres, il émergeait d'une coexistence conflictuelle avec le nationalisme bourgeois.

Au Nicaragua, l'une de ses premières épopées se déroule lorsque les troupes nord-américaines occupent le pays (1926) et que le général libéral Sandino forme une armée de résistance populaire. Il finit par être trahi et assassiné, au début des attentats du somozisme.

Les réalisations de Sandino ont eu un impact immédiat au Salvador, sous la direction de Farabundo Martí, un combattant nicaraguayen qui a dirigé la première révolution explicitement socialiste dans la région. Cette tentative de gouvernement ouvrier-paysan a imité le modèle des soviets dans plusieurs endroits, mais a été vaincue dans le sang. Il a laissé en héritage un grand précédent de convergence du communisme avec les traditions anti-impérialistes.

Cet héritage a joué un rôle dans la révolution guatémaltèque de 1944, qui a combiné l'action militaire du capitaine Arbenz avec l'administration réformatrice d'Arévalo, dans un gouvernement favorable à la majorité indigène et à la redistribution de la propriété agraire. Le blocus impérial, la trahison des généraux conservateurs et l'intervention armée des mercenaires de la CIA ont étouffé cette radicalisation du processus nationaliste.

L'acte héroïque de Torrijos au Panama – qui a conduit à la récupération souveraine du canal en 1977 – faisait également partie des jalons anti-impérialistes en Amérique centrale. Les États-Unis n'ont pas respecté ce qui avait été convenu, se sont attribués le droit d'intervenir et ont lancé leur *marines* sur l'isthme stratégique en 1989.

Une dynamique similaire de radicalité nationaliste s'est produite aux Antilles, que les États-Unis ont toujours considérées comme une extension de leur propre territoire après avoir remplacé l'empire espagnol en déclin. La résistance contre les deux puissances (et leurs équivalents en France, aux Pays-Bas et en Angleterre) a donné le ton à d'innombrables rébellions (Soler, Ricaurte, 1980 : 217-232).

Ce fut la marque de la lutte pour l'indépendance portoricaine, dans les manifestations de rue et la lutte armée de la première moitié du XXe siècle. Ce processus a été le plus énergique en République dominicaine, lorsque la demande du retour du leader Bosch (1965) a conduit à une invasion américaine et à une résistance héroïque sous la direction du colonel Caamaño.

Le rôle moteur des secteurs militaires dans le nationalisme révolutionnaire a également été observé en Amérique du Sud, à commencer par la révolte des lieutenants brésiliens en 1922. De jeunes officiers en quête de réformes démocratiques ont d'abord organisé un coup d'État, puis une rébellion et ont finalement mené la longue marche du Prestes. Colonie. Ils n'ont pas obtenu le soutien massif espéré, mais ils ont convergé explicitement vers le projet politique du communisme.

Durant la majeure partie du XXe siècle, l'Amérique du Sud a été secouée par d'intenses luttes populaires, comme la *bogotazo* en Colombie (1948), qui inaugure des affrontements armés marqués par la

confluence des forces libérales-nationalistes avec le communisme. À une plus petite échelle, cette même convergence s'est produite au Venezuela, créant un précédent pour le principal processus anti-impérialiste du XXI^e siècle.

Mais la plus grande révolution du siècle dernier a eu lieu en Bolivie (1952), sous le commandement des milices armées de mineurs, qui ont forcé la reddition du haut commandement militaire. Ce triomphe a ouvert le processus radical du MNR (Paz Estenssoro-Siles Suazo), qui a introduit des prestations sociales, supprimé le droit de vote et lancé une grande réforme agraire. L'endigement initial de cette transformation depuis le sommet de l'État (1956) a abouti au revirement consommé par le coup d'État de droite orchestré par l'ambassade américaine (1964).

La centralité du prolétariat du Minas Gerais dans cette révolution a répété des aspects classiques du bolchevisme, aussi sans précédent en Amérique du Sud que la défaite et la dissolution de l'armée. Dans ce cas, la convergence de la gauche avec le nationalisme radical a été très traumatisante et neutralisée par le virage conservateur de cette dernière force.

Peu de temps après, un processus classique de nationalisme militaire radical a eu lieu au Pérou, dirigé par Velasco Alvarado (1968). Ce dirigeant a lancé une importante réforme agraire, complétée par la nationalisation des services publics essentiels. Son remplaçant (Morales Bermúdez) a ensuite provoqué une réaction des secteurs conservateurs qui a neutralisé ces acquis, jusqu'au retour du vieux présidentialisme de droite (Belaunde Terry, en 1980). Les limites du nationalisme radical dans l'approfondissement des processus de transformation sont réapparues dans ce cas. Les sympathies occasionnelles pour la gauche n'ont pas suffi à induire une démarche anticapitaliste de réformes sociales et de projets anti-impérialistes.

La présence importante de militaires dans le nationalisme révolutionnaire de la région était un fait aussi pertinent que l'harmonie générale de ce courant avec les projets socialistes. Cette affinité avec la gauche a déterminé, dans certains cas, la sortie de ce courant du nationalisme classique (par exemple Ortega Peña et JW Cooke dans le péronisme).

Ce qui s'est passé au Mexique a également clarifié la dynamique générale de ces secteurs. Le cardénisme partageait avec le nationalisme bourgeois l'opposition aux régimes oligarchiques, mais poursuivait l'énorme transformation inaugurée par l'insurrection paysanne monumentale de 1910.

Cette révolution s'est développée par étapes successives, dont la radicalisation cardéniste. Ce gouvernement (1934-40) approfondit la réforme agraire, élargit les améliorations sociales, nationalisa le pétrole et développa une politique étrangère très autonome par rapport à la domination américaine.

Il s'est rangé du côté de l'Espagne républicaine et a promu une éducation populaire aux contours explicitement socialistes. Bien qu'il ait conservé certains profils du nationalisme classique, le cardénisme a consolidé des liens étroits avec l'aspect révolutionnaire.

Enfin, Cuba constitue un exemple de pleine convergence du nationalisme révolutionnaire avec le socialisme. Il incorporait, comme aucun autre cas, la jonction prédite par Lénine. Cette matérialisation s'explique en partie par la radicalisation des luttes sur une île qui, depuis la fin du XIX^e siècle, menait des batailles simultanées contre le colonialisme espagnol et l'impérialisme américain.

Dans l'insurrection qui a suivi contre les dictatures militaires, l'aile révolutionnaire s'est consolidée, transformant le triomphe contre Batista (1960) en la première gestation latino-américaine d'un processus socialiste. Sous la direction de Fidel, le mouvement du 26 juillet a reconstitué le Parti communiste et introduit des mesures de nationalisation qui ont ouvert la voie à l'anticapitalisme.

La réception de l'anti-impérialisme

Le débat sur le nationalisme a été le thème central du marxisme tout au long du XXe siècle. La caractérisation de Vladimir Lénine n'a pas été immédiatement assimilée par ses partisans dans la région. Il s'agit d'une thèse conçue pour l'Asie et qui omet les spécificités de l'Amérique latine. Cette région était absente des délibérations des premiers congrès de l'Internationale Communiste. Là-bas, l'anti-impérialisme était lié à la scène orientale et le reste de la périphérie était laissé dans une situation d'une certaine indétermination.

Une telle imprécision était très significative pour le cas de l'Amérique latine, car de nombreux points de vue à l'époque donnaient à la région une place passive dans les prédictions sur l'avènement imminent du socialisme. De la même manière que la révolution russe était considérée comme un tremplin pour la révolution européenne centrée en Allemagne, la lutte populaire en Amérique latine était conçue comme un soutien à la transformation socialiste menée par les États-Unis. L'absence d'un prolétariat industriel significatif dans le sud de l'hémisphère – contrairement à l'énorme centralité de ce segment au nord – a contribué à cette impression de centralité américaine dans l'avenir socialiste (Caballero, 1987).

Cette vision était, en fait, plus proche de l'approche unilinéaire du premier Marx que de la vision multilinéaire que l'auteur de *La capitale* mûri dans sa découverte du rôle actif de la périphérie dans la bataille contre le capitalisme (Katz, 2018 : 7-20). C'était une approche plus conforme au conservatisme de la social-démocratie qu'au communisme révolutionnaire impulsé par l'Union soviétique. Ces traces de conceptions pré-léninistes au sein même de l'Internationale Communiste expliquent aussi le peu d'importance accordée à la révolution mexicaine et aux révoltes anti-impérialistes en Amérique centrale dans les premières délibérations de cette instance.

La faible prise en compte de l'Amérique latine dans les évaluations des partisans de Lénine contrastait avec l'énorme impact du bolchevisme dans le Nouveau Monde. Cet accueil était conforme à l'enthousiasme généralisé pour la révolution et à l'espoir de la reproduire comme une copie dans le lointain scénario latino-américain. L'incapacité à évaluer les spécificités de la région perdure lors des Congrès de l'Internationale qui suivent la mort de Lénine (1924-1928), avant la dissolution de cette instance (1935).

La négligence par rapport aux particularités de la région n'a pas été considérée comme un défaut. Au contraire, cela a été considéré comme une corroboration de la dynamique uniforme du processus révolutionnaire mondial. Ce point de vue prédominait dans l'approche officielle présentée par Codovilla lors de la première conférence communiste latino-américaine en 1929.

Le dirigeant argentin – étroitement lié au Kremlin – s'est opposé à la tentative de Mariátegui de rédiger un essai spécifique sur la réalité péruvienne. Les critiques de cette approche ont mis en évidence l'existence d'une réalité mondiale unique, seulement fragmentée entre pays centraux et pays périphériques. L'Amérique latine a été placée dans ce dernier bloc, avec des indications génériques de similitudes avec d'autres régions coloniales ou semi-coloniales.

Au cours de ces années, la soi-disant « troisième période » de politique de « classe contre classe » a également prévalu au sein de l'Internationale Communiste. Tous les opposants étaient regroupés, en opposition directe avec la spécificité stratégique et la flexibilité tactique prônées par Vladimir Lénine. L'agonie du capitalisme, l'exacerbation des guerres inter-impérialistes, l'intensification de l'exploitation coloniale et l'imminence des processus révolutionnaires qui en résultent ont été diagnostiquées, sans qu'il soit nécessaire de recourir à des alliances anti-impérialistes.

Dans cette perspective, la social-démocratie était considérée comme « sociale-fasciste » au centre et, à la périphérie, les courants nationalistes étaient disqualifiés comme « national-fascistes ». La bourgeoisie nationale était considérée comme un sujet dépendant du capital étranger, autant un ennemi de la classe ouvrière que de ses partenaires étrangers.

Cette combinaison de catastrophisme économique, de sectarisme social et de myopie politique a étouffé toute tentative de comprendre le nationalisme latino-américain. Il a complètement enterré les distinctions introduites par Lénine pour développer une dynamique socialiste à la périphérie.

Cette approche a eu deux conséquences négatives. D'une part, cela a accentué l'hostilité antérieure de nombreuses organisations de gauche latino-américaines envers tous les nationalismes. D'un autre côté, cela a conduit à des formulations artificielles et répétitives de la question nationale. Par exemple, le droit de forger une République Quechua ou Aymara au Pérou (contre l'avis de Mariátegui) a été promu, avec des arguments qui reproduisaient le schéma des nations opprimées d'Europe de l'Est.

Mella et Mariátegui

À ce stade de l'émergence du marxisme en Amérique latine, deux figures émergent très proches de l'approche léniniste du nationalisme : Mella et Mariátegui. Le premier fonda le Parti communiste de Cuba et eut une vie brève et légendaire marquée par des actions héroïques. Il était un rebelle au sein du PC, sympathisait avec Trotsky et partageait l'expérience de Sandino.

Mella s'est inspiré des écrits de Martí, a eu recours aux enseignements de la guerre anticoloniale à Cuba et, à la suite des figures populaires de cette bataille (Máximo Gómez et Antonio Maceo), a actualisé la jonction des luttes nationales et sociales. À la recherche de cette convergence, il reprend la distinction établie par Vladimir Lénine entre les aspects radicaux et conservateurs du nationalisme.

La synthèse qu'il défendait contrastait avec la promotion sectaire d'une simple confrontation « classe contre classe ». Il récupère le concept de Patrie comme maillon de la lutte pour le socialisme et anticipe la redécouverte anti-impérialiste des textes de Marx sur l'Irlande (Guanche, 2009).

Mella a entretenu une intense controverse avec l'anti-impérialisme générique, promu par le leader Haya de la Torre, leader de l'APRA péruvienne, et s'est également opposé à sa stratégie de forger un modèle capitaliste régional, en lien étroit avec la bourgeoisie nationale. Il a mis en garde contre les conséquences négatives de la reproduction en Amérique latine de l'alliance articulée en Chine avec les capitalistes locaux (Koumintag), qui s'est soldée par une trahison aux effets dramatiques pour les communistes.

Suivant les suggestions de Lénine, il a souligné la validité du front unique avec les nationalistes révolutionnaires qui ne faisait pas obstacle à l'action autonome de la gauche (Mella, 2007). Cette

politique a cimenté l'expérience ultérieure des révolutionnaires cubains, qui ont tracé une voie radicale vers le socialisme.

Mariátegui a conçu une stratégie similaire pour le Pérou, après avoir fondé le Parti socialiste et la centrale ouvrière de ce pays. Il a développé sa conception dans la controverse avec le officialisme communiste, qui rejetait la reconnaissance des spécificités nationales de l'Amérique latine et diluait ces particularités dans le *statuts* indistinct des situations semi-coloniales (Pericas, 2012).

Mariátegui s'est opposé à la vision eurocentrique, qui privilégiait la copie du modèle bolchevique et s'efforçait de développer des programmes conformes aux traditions nationales. Il a souligné l'importance des questions agraires, indigènes et nationales en Amérique latine et a rejeté le schématisme dominant à gauche (Lowy, 2006). Il défendait un marxisme flexible, qui utilisait les traditions indo-américaines pour articuler un projet d'émancipation efficace.

Le débat avec l'APRA sur l'anti-impérialisme a constitué une étape importante pour la pensée sociale latino-américaine. En contraste direct avec Haya – qui postulait l'anti-impérialisme comme objectif ultime (« nous sommes de gauche parce que nous sommes anti-impérialistes ») – il présentait cet objectif comme une étape vers l'horizon anticapitaliste (« nous sommes anti-impérialistes »). impérialiste parce que nous sommes socialistes ») (Bruckmann, 2009).

Avec cette approche, il rejetait l'idée de promouvoir l'anti-impérialisme « en tant que mouvement autosuffisant » et remettait en question la dissolution des forces qui luttèrent ensemble pour la libération nationale en une organisation uniforme. Il défend l'autonomie des communistes et critique particulièrement l'idéalisation apriste de la bourgeoisie nationale.

Mariátegui a souligné le manque d'intérêt de ce secteur pour la réalisation de la « seconde indépendance », rappelant son divorce avec les masses populaires et son affinité avec l'impérialisme américain. Il a souligné que, dans certains cas, ce secteur adopte des positions autonomes (Argentine), dans d'autres, il conclut un accord avec le Nord dominant (Mexique) et renforce parfois sa soumission aux mandats étrangers (Pérou) (Mariátegui, 2007).

La gestation unique d'un marxisme latino-américain initié par Mella et Mariátegui – en opposition simultanée au déni et à l'éloge du nationalisme – a été remise en question au cours du XXe siècle. Certains critiques ont critiqué son « classisme abstrait » et la sous-estimation qui en résulte du rôle de la bourgeoisie nationale (Godio, 1983 : 116-132). Mais cette objection ignorait que les deux penseurs mettaient en garde contre le danger de renoncer au projet socialiste pour soutenir un programme de prospérité capitaliste frustrée dans la région.

D'autres critiques ont remis en question le « verbalisme abstrait » de Mella et l'ont interprété comme un signe avant-coureur des erreurs de la « gauche cipaya », qui ignore la condition opprimée de l'Amérique latine (Ramos, 1973 : 96-129). Mais ils ont mal posé le problème, omettant que cette folie affectait davantage l'aprista Haya de la Torre que les précurseurs du marxisme régional. Loin d'ignorer la centralité des luttes nationales en Amérique latine, Mella et Mariátegui ont promu la même convergence de cette lutte avec le projet socialiste parrainé par Lénine.

Désorientation et reformulations

Au cours de la gestation du marxisme en Amérique latine, la distinction entre nationalisme bourgeois et révolutionnaire a été assimilée par Mella et Mariátegui, en controverse avec le défi des deux variantes promues par le officialisme communiste. Mais ce scénario a radicalement changé avec le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, suite à l'échec du compromis entre Hitler et Staline qui a conduit à l'invasion allemande de l'Union soviétique.

La défense de l'URSS devient la priorité de tous les partis communistes du monde et détermine la position de ces organisations face aux gouvernements proches des Alliés ou de l'Axe. L'éloge des premiers et le rejet des seconds ont influencé l'attitude des organisations majoritaires de gauche à l'égard du nationalisme en vigueur dans chaque pays. Si dans la période d'avant-guerre ces derniers courants étaient également condamnés pour leur obstruction à la lutte des classes, à partir de 1941 ils commencèrent à être approuvés ou rejetés selon leur alignement avec le camp équilibré du conflit international.

Il est vrai que la défense de l'URSS était un critère valable pour définir la position communiste dans la situation de chaque pays. Mais l'adoption extrême et unilatérale de cette position a conduit à de nombreuses absurdités. La première exagération fut visible du côté des partis américains influencés par le PC qui, sous la direction de Browder, préconisèrent la subordination à Roosevelt. Cette attitude a incité ses partenaires latino-américains à ne pas résister à l'impérialisme nord-américain, considéré comme un grand allié de Staline contre Hitler.

Cette orientation a également conduit à l'abandon des grèves qui touchaient les entreprises du Nord. La dénonciation du pillage commis par l'opresseur yankee a été remplacée par l'exigence de son « bon voisinage », pour consolider les fronts antifascistes avec des forces sympathisantes du Département d'État. Cette idylle dura jusqu'à la défaite de l'Axe et le début de la guerre froide de Washington contre Moscou (1947) (Claudín, 1978 : chap. 4).

Dans les pays où cette convergence avec l'ennemi impérialiste a coïncidé avec la présence de gouvernements alignés contre l'Axe (comme le Mexique), il n'y a pas eu de tensions majeures. Mais là où cette affiliation était diffuse (Brésil) ou inexistante (Argentine), la caractérisation erronée de Vargas ou de Perón comme fascistes s'est répandue. Dans d'autres pays, l'alignement sur les États-Unis a conduit à l'intégration de gouvernements de droite (Cuba) ou à la formation d'alliances avec le conservatisme contre le nationalisme (Pérou).

Cette politique ne faisait pas l'unanimité dans toutes les organisations communistes et n'impliquait pas non plus une simple subordination de ces partis à Moscou. Mais cela a généré des difficultés à court terme ou des dommages irréparables à long terme. Les critiques de cette stratégie postulaient la combinaison de la défense internationale de l'URSS au sein de blocs antifascistes avec la préservation de la résistance anti-impérialiste contre l'ennemi impérial nord-américain (Giudici, 2007).

Cette deuxième position a été promue par des penseurs favorables à la prise en compte des problèmes spécifiques de la région, inaugurés par Mella et Mariátegui (Kohan, 2000 : 113-171). Ses promoteurs notaient que les racines populaires et progressistes de nombreux nationalismes coexistaient avec la position internationale ambiguë de ces courants.

Dans la seconde moitié du XXe siècle, un nouveau tournant s'est consolidé au sein des partis communistes vers la formation de fronts communs avec la bourgeoisie nationale. Ils cherchaient à créer

un scénario favorable au développement d'un capitalisme progressiste anticipant le socialisme. Ils ont diffusé une théorie de la révolution par étapes, qui préconisait de favoriser l'expansion bourgeoise pour soutenir la maturation des forces productives et le saut ultérieur vers le socialisme.

Cette stratégie a une fois de plus ignoré la différenciation proposée par Vladimir Lénine entre nationalisme bourgeois et nationalisme radical, pour mettre en évidence, dans ce cas, les vertus transformatrices du premier aspect. Ces mérites rendaient inutile toute différenciation avec le deuxième courant. Avec de tels éloges, les accords avec les représentants du *établissement*, qui a poussé l'idéal socialiste dans l'oubli. La révolution cubaine a brisé ce conservatisme et réinitialisé le baromètre de Lénine dans l'évaluation du nationalisme latino-américain.

Continuités de l'extrême droite

La distinction entre trois variantes du nationalisme demeure un héritage de Vladimir Lénine pour la stratégie socialiste du XXI^e siècle. Parmi les marxistes, la schématisation de cette différence, mettant en avant les piliers de classe de chaque variante, a été très courante. Le nationalisme réactionnaire était assimilé à l'oligarchie, le nationalisme bourgeois à la bourgeoisie nationale et le nationalisme radical à la petite bourgeoisie.

Cette classification purement sociologique simplifie un phénomène politique qui ne peut être clarifié par la simple constatation des intérêts sociaux sous-jacents en jeu. Mais il est utile comme point de départ pour évaluer le profil de chaque aspect.

L'extrême droite actuelle défend les intérêts des secteurs les plus concentrés du capital. Dans chaque pays, il exprime une articulation spécifique de ces commodités et tend à représenter différents segments du capital financier, agricole ou industriel. Comme l'oligarchie du passé, elle défend la *statu quo* et les affaires de l'élite capitaliste. Elle renforce les privilégiés, canalisant le mécontentement général contre les secteurs les plus démunis de la société. Avec des attitudes perturbatrices, des déguisements rebelles et des positions contestataires, il vise à écraser les organisations populaires (Urban, 2024 : 24-80).

En Amérique latine, il cherche à annuler les acquis du cycle progressiste de la dernière décennie et met en œuvre une vengeance explicite contre ce processus afin d'empêcher sa répétition. Il recourt à l'action punitive face à tout crime commis par les pauvres, en exemptant les voleurs en col blanc. Sa stratégie économique combine le tournant keynésien vers une régulation étatique avec des politiques néolibérales visant à renforcer les privatisations, les exonérations fiscales et la déréglementation du travail. Il soutient l'abandon de l'industrialisme développementaliste et, sans revêtir un profil fasciste, incarne une nette évolution vers un autoritarisme réactionnaire. Il entend neutraliser tous les aspects démocratiques des systèmes constitutionnels actuels.

L'extrême droite contemporaine reprend de nombreux aspects de ses prédécesseurs idéologiques (Sassoon, 2021). Il tente de ressusciter le vieux nationalisme nativiste – avec son accusation traditionnelle de ressentiment envers les étrangers – pour glorifier le passé et défier l'identité nationale. Il exalte le « jour de la course » pour répudier le réveil des peuples originels d'Amérique latine et défend les dictatures du cône Sud. Il partage le type de résurgence nationaliste qui a suivi la chute de l'URSS et l'épuisement plus récent de la mondialisation néolibérale. .

Mais la variété réactionnaire du nationalisme qui est revenue en Amérique latine reste effacée, car elle a perdu le prestige du passé et manque de bases de développement. Comme dans d'autres régions, les

mythes du passé ressuscitent. Il ne peut pas se rabattre sur la nostalgie de la domination mondiale imaginée par ses homologues américains, ni sur les réminiscences du passé victorien que mettent en avant ses homologues britanniques. Son champ d'action est très limité en raison de l'autonomie réduite du pouvoir militaire interne.

Ses porte-parole renforcent le vieil anticommunisme dans des campagnes inlassables contre le marxisme, détectant les radiations de ce mal dans toute la société. Ainsi, ils mettent l'accent sur la soumission aux mandats des États-Unis. Ils ont tendance à remplacer les guerres frontalières par le simple respect des priorités géopolitiques de Washington.

Cette extrême droite progresse dans la région au même rythme que ses pairs du monde entier, mais se heurte à d'importantes défaites. Son coup d'État en Bolivie et la sécession de Santa Cruz qui a suivi ont échoué. Son soulèvement au Brésil et sa tentative de soumettre le progressisme au Mexique ont également échoué. Au Venezuela, ils jouent un jeu décisif, ravivant les complots, et en Argentine, le résultat final de leur attaque se fait encore attendre. La lutte contre cet ennemi est la priorité de la gauche.

Reformulations progressivesTAS

Le progressisme est la modalité contemporaine du nationalisme conservateur et l'aspect démocratique bourgeois prédit par Vladimir Lénine. Cette continuité est obscurcie par la physionomie social-démocrate que représente ce courant et par ses discours éloignés du nationalisme classique. Il présente un profil de centre-gauche, plus proche des autres pairs de la planète que des traditions typiques de l'Amérique latine.

Ces différences de forme ne modifient pas l'équivalence conceptuelle du progressisme éclectique actuel avec ses prédécesseurs du nationalisme bourgeois. Dans les deux cas, ils expriment les intérêts des secteurs capitalistes locaux, qui recherchent des politiques de plus grande autonomie par rapport aux dirigeants, les États-Unis, valident les améliorations sociales et entrent en conflit avec l'élite conservatrice qui contrôle les États.

Ses politiques économiques industrialistes du passé sont recyclées dans le format néo-développementaliste d'aujourd'hui. La distance limitée par rapport au libéralisme réapparaît dans les positions par rapport au néolibéralisme contemporain. Les anciens engagements en faveur de la grande propriété agraire sont recyclés grâce à la validation actuelle de l'extractivisme (Toussaint ; Gaudichaud, 2024). Les industries nationales créées dans un contexte protectionniste et de substitution aux importations reprennent leur activité avec des stratégies plus prudentes.

Dans le passé, le nationalisme bourgeois était souvent dirigé par les forces armées, qui jouaient un rôle décisif dans les processus d'industrialisation et dans les affrontements avec les opposants conservateurs. Cette question a considérablement changé dans l'ère actuelle des régimes constitutionnels, que le progressisme considère comme son propre système politique idéal et immuable. L'ancien rôle dirigeant de l'armée a été remplacé par un corps de fonctionnaires spécialisés commandant les principaux domaines de l'État. Cette élite est considérée comme le principal instrument de transformation de la réalité latino-américaine.

Le progressisme actuel partage également avec son prédécesseur la revendication de la nation comme principal point de référence de son activité. Mais contrairement au passé, ce domaine est lié à un projet latino-américain, en ligne avec la régionalisation qui prévaut dans d'autres parties du monde.

Les projets progressistes dépassent le cadre frontalier, et la construction de la CELAC ou de l'UNASUR présente une nouvelle centralité stratégique, par rapport aux anciennes politiques axées exclusivement sur le niveau national. L'étendue même de la nation est revalorisée parallèlement à ces changements, intégrant une certaine reconnaissance des droits des peuples originaires.

Les formes de connexion entre le progressisme et ses précurseurs directs sont très variées. Dans certains cas, les liens sont visibles (le kirchnérisme avec le péronisme, Morena avec le cardénisme), dans d'autres, plus ambigus (Lula avec Vargas, Boric avec Frei, Castillo avec APRA). Mais dans tous les cas, il existe des liens avec des références historiques, à l'instar du projet de développement national bourgeois.

Comme son prédécesseur, le progressisme a traversé différentes périodes. Actuellement, il mène un cycle plus large et plus fragmenté que le précédent et, sans compter le leadership énergique de la dernière décennie, il soulève des considérations plus modérées. Elle est également confrontée aux fluctuations de circonstances très variables. En 2008, il était prédominant dans toute la région, en 2019, il était sur la défensive face à la restauration conservatrice. Début 2023, il a retrouvé la primauté et fait désormais face à une importante contre-offensive de l'extrême droite.

Trois gouvernements progressistes conservent un fort soutien populaire. Gustavo Petro, en Colombie, avec sa priorité à la paix et à certaines réformes sociales. Lula, au Brésil, avec un modeste soulagement économique et l'espoir d'empêcher le retour de Jair Bolsonaro. López Obrador et sa successeuse Claudia Sheinbaum, qui ont donné une raclée électorale à la droite, dans un contexte d'amélioration du niveau de vie populaire et de repolitisation croissante.

Le contrepoint à ces attentes sont trois cas de frustration. La gestion chaotique et impuissante du Castillo déchu au Pérou. La désillusion avec Gabriel Boric, qui valide la gestion tyrannique du pouvoir militaire, le contrôle de l'économie par une élite de millionnaires et la fermeture des dynamiques constituantes. En Argentine, l'échec monumental de Fernández a ouvert la voie à l'arrivée de Javier Milei.

Comme son prédécesseur nationaliste, le progressisme actuel comprend un secteur qui promeut des politiques étrangères plus autonomes par rapport aux États-Unis (Petro, Lula, AMLO), par opposition à un autre aspect qui accepte la subordination au Département d'État (Boric). Dans ce domaine également, les hésitations du centre gauche renforcent l'offensive de l'extrême droite.

Radicalité contemporaine

Les quatre gouvernements qui constituent actuellement l'axe des gouvernements radicaux (Venezuela, Bolivie, Nicaragua et Cuba) sont systématiquement harcelés par l'impérialisme nord-américain. Cette hostilité les relie à leurs prédécesseurs nationalistes révolutionnaires. La confrontation avec l'agresseur américain demeure le principal facteur conditionnant ces processus.

Les dirigeants de l'aspect historique – Sandino, Prestes, Velazco Alvarado, JJ Torres, Torrijos – ont été aussi vilipendés et diabolisés par les États-Unis que Chávez, Maduro ou Evo. Cette animosité découle de la conséquence anti-impérialiste de cette tradition et de sa tendance à converger avec des projets

socialistes. La révolution cubaine a synthétisé une jonction qui, au XXI^e siècle, s'est renforcée à nouveau avec le processus bolivarien et le projet ALBA.

Une innovation du nationalisme révolutionnaire actuel a été son ouverture au mouvement indigène et noir, avec pour conséquence l'intégration de l'oppression ethnique et raciale dans le problème de la domination nationale. La formation de l'État plurinational en Bolivie a été l'une des principales réalisations de cette expansion des horizons du nationalisme radical.

Mais la période actuelle a également confirmé le caractère changeant de cet aspect. Comme par le passé, il comprend des composantes proches ou contiguës au progressisme conventionnel (équivalent au nationalisme bourgeois du passé). Il existe également des tendances au tournant autoritaire qui ont marqué le déclin et l'involution du nationalisme arabe (Husseïn, Kadhafi, Al Assad).

L'avenir de cet espace se décide actuellement au Venezuela. Il existe un débat permanent entre la reprise du processus bolivarien et son éradication entre les mains de la droite. Le dernier épisode de ce conflit prolongé fut les élections. L'opposition les a une nouvelle fois présentés comme une fraude, réitérant le bilan qu'elle avait porté face à d'autres résultats défavorables. Ces élections ont été convoquées après des négociations et des compromis approfondis, qui ont été ignorés par l'opposition face à des résultats potentiellement défavorables.

Le Venezuela continue de souffrir de l'hostilité de la presse internationale hégémonique, qui soutient toute tentative de coup d'État. Cette persécution est due aux vastes réserves pétrolières du pays. L'impérialisme américain continue d'être impliqué dans de multiples tentatives pour reprendre le contrôle de ces gisements et cherche à répéter au Venezuela ce qu'il a fait en Irak et en Libye. Si Hugo Chávez avait fini comme Saddam Hussein ou Mouammar Kadhafi, personne ne parlerait de ce qui se passe actuellement dans une nation perdue d'Amérique du Sud. Lorsqu'ils parviennent à renverser un président diabolisé, les porte-parole de la Maison Blanche oublient la nation assiégée. Actuellement, personne ne sait qui est le président de l'Irak ou de la Libye.

Il n'y a également aucune mention du système électoral saoudien. Puisque les États-Unis ne peuvent pas présenter les cheikhs de cette péninsule comme des champions de la démocratie, ils se contentent de taire la question. Les dirigeants yankees sont parvenus à un compromis avec la droite sur la privatisation de PDVSA et observent avec une grande inquiétude l'éventuelle entrée du Venezuela dans les BRICS. Ils se sont déjà approprié CITGO et les réserves monétaires du pays à l'étranger, ont accru les sanctions et fermé son accès à tout type de financement international (Katz, 2024).

Dans ce cas, la validité de la stratégie anti-impérialiste de Lénine est pleinement vérifiée. Cette politique suppose de soutenir la défense de l'administration face à des adversaires qui agissent comme des pions de l'empire, dans un pays assiégé par des sanctions économiques et sans cesse attaqué par les médias.

Ce soutien au gouvernement n'implique pas la validation de la politique économique officielle, l'enrichissement de la bolibourgeoisie ou la judiciarisation des protestations sociales. Mais aucune de ces objections ne remet en cause le terrain dans lequel la gauche doit se situer. Ce terrain se situe dans la sphère opposée à l'ennemi principal, qui est l'impérialisme et l'extrême droite. Lénine raisonnait en ces termes.

La Bolivie offre un deuxième exemple d'expériences actuelles de nationalisme radical. Un modèle économique initialement réussi y a été mis en œuvre. L'utilisation productive des revenus a été réalisée

et des progrès productifs ont été réalisés, soutenus par les directives de l'État en matière de crédit bancaire.

La situation actuelle est très différente et est marquée par un grave ralentissement de l'économie, ainsi que par de grandes difficultés dans la promotion de projets retardés dans le biodiesel, les produits pharmaceutiques et la chimie de base. Sur le plan politique, une droite durement touchée pourrait retrouver la primauté suite à la scission du MAS. Cette fracture du officialisme réactive également les tentatives de coup d'État, toujours latentes comme plan B des classes dirigeantes.

Le cas du Nicaragua illustre une trajectoire très différente. Il partage l'hostilité de l'impérialisme américain avec le bloc radical, mais son évolution politique a été marquée par la répression injustifiée des manifestations de 2018. La persécution des héros reconnus de la révolution a été encore plus inacceptable. Il ne fait aucun doute que l'agresseur américain est le principal ennemi, mais cette reconnaissance n'implique pas de museler ou de justifier la politique officielle.

Enfin, Cuba demeure le cas le plus unique de la continuité d'une épopée socialiste. Après six décennies de blocus, la résistance de l'île continue de susciter reconnaissance, admiration et solidarité. Mais de graves problèmes économiques demeurent, dans un contexte d'inflation, de stagnation et de forte dépendance au tourisme.

Comme des solutions immédiates à ces carences signifieraient une aggravation des inégalités, les réformes sont reportées et le pays est incapable de développer un modèle de croissance similaire à celui de la Chine ou du Vietnam. Dans ce cas, les enseignements de Vladimir Lénine incluent une mise à jour de la Nouvelle Politique Économique (NEP), que le leader bolchevique a appliquée avec une réintroduction majeure du marché, pour faire face aux malheurs de la crise.

Le système institutionnel flexible qui prévaut sur l'île et le changement générationnel dans la direction politique nous permettent de nous concentrer sur la recherche d'un équilibre entre le maintien des acquis et la consolidation de la croissance. La défense de la Révolution cubaine est le grand frein à l'offensive régionale des États-Unis et de leurs pions de droite. Cette résistance continue d'être inspirée par les idéaux convergents du nationalisme radical et du socialisme.

* **Claudio Katz** est professeur d'économie à l'Université de Buenos Aires. Auteur, entre autres livres, de *Néolibéralisme, néodéveloppementalisme, socialisme (Expression populaire)*.

[\[https://amzn.to/3E1QoOD\]](https://amzn.to/3E1QoOD).

Traduction: **Fernando Lima das Neves**.

Références

Anderson, Perry (2002). Internationalisme : un bréviaire, *Nouvelle revue de gauche*, n 14, mai-juin Madrid.

Bruckmann, Monica (2009). *Mon sang dans mes idées : dialectique et presse révolutionnaire chez José Carlos Mariátegui* Fondation éditoriale el perro y la rana, Caracas.

Caballero Manuel (1987). L'Internationale Communiste et la révolution latino-américaine, *Nouvelle société*, Caracas.

Claudin, Fernando (1978). La crise du mouvement communiste. Tome 1 : Du Komintern au Kominform. Ibérica de Ediciones y Publications

Giudici, Ernesto (2007) Impérialisme et libération nationale, *Le marxisme en Amérique latine*, Anthologie. Éditorial LOM, Santiago du Chili Ed 1940.

Godio, Julio (1983). *Histoire du mouvement ouvrier latino-américain* vol 2 Nationalisme et communisme 1918-1930, Mexique.

Guanche, Julio César (2009). Pourquoi lire Julio Antonio Mella, *mémoire*, août-septembre, Mexique.

Guerra Vilaboy, Sergio (2006). *Brève histoire de l'Amérique latine*, La Havane, Sciences Sociales,

Katz Claudio (2024). Sans minutes, les États-Unis veulent le pétrole du Venezuela"

<https://argentina.indymedia.org/2024/08/11/entrevista-a-claudio-katz-con-o-sin-actas-estados-unidos-quiere-el-petroleo-de-venezuela/>

Katz, Claudio (2018). *La théorie de la dépendance, 50 ans après*, Bataille d'Idées Ediciones Buenos Aires.

Kohan, Nestor (2000). *Des ingénieurs au Che*, Byblos, Buenos Aires.

Lénine, Vladimir (1915) Socialisme et guerre, juillet-août 1915 <https://www.marxists.org/espanol/lenin/obras/1910s/1915sogu.htm>

Löwy, Michael (2006). Introduction, *Marxisme en Amérique latine*, Fondation Perseo Abramo, Sao Paulo.

Mariategui José Carlos (2007). Point de vue anti-impérialiste, dans Löwy Michel. *Le marxisme en Amérique latine*, Anthologie. Éditorial LOM, Santiago du Chili.

Mella, Julio Antonio (2007). Le prolétariat et la libération nationale, dans Löwy Michel. *Le marxisme en Amérique latine*, Anthologie. Éditorial LOM, Santiago du Chili.

Pericas, Luiz Bernardo (2012). *Mariátegui, les sept essais sur l'APRA et l'Internationale Communiste, Marxisme : théorie, histoire et politique*, Editora Alameda, São Paulo.

Branches. Jorge Abelardo (1973). *Histoire de la nation latino-américaine*, Tomo II, La Patria Dividida, Peña Lillo, Buenos Aires.

Ridell John (2018) Les communistes devraient-ils s'allier au nationalisme révolutionnaire ? 7 janvier <https://johnriddell.com/2018/01/07/should-communists-ally-with-revolutionary-nationalism/>

Sassoon, Donald (2021). Hobsbawm sur le nationalisme <https://conversacionsobrehistoria.info/2021/11/10/hobsbawm-sobre-el-nacionalismo/>

Soler Ricarte (1980). *Idées et questions nationales latino-américaines. De l'indépendance à l'émergence de l'impérialisme*, Siglo XXI, Mexique.

Toussaint, Éric; Gaudichaud, Franck (2024) Penser los (nuevos) derroteros de las izquierdas y las derechas latinoamericanas dans un monde en crise <https://vientosur.info/pensar-los-nuevos-derroteros-de-las-izquierdas-y-las-derechas-latinoamericanas-en-un-mundo-en-crise/>

Urbain, Miguel (2024). *Trumpismes*, Verso, Barcelone

Vitale, Luis (1992). *Introduction à une théorie de l'histoire de l'Amérique latine*, Planète, Buenos Aires